

Gaza, Ukraine... guerres, génocide et répressions de la révolte dans la crise mondiale du capitalisme

Un entretien avec William I. Robinson vient d'être publié sous ce titre : « *Un keynésianisme de guerre est en cours pour soutenir les profits des entreprises. À propos de Gaza, les preuves de la répression de la dissidence sont flagrantes* ». Par Mauro Del Corno - 24 mai 2024 - *Ifattoquotidiano.it*

William I. Robinson est professeur de sociologie et d'études internationales à l'université de Californie. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *Global Capitalism Endure ?* (2022), *Global Civil War : Capitalism Post Pandemic* (2022), *The Global Police State* (2020). De nombreux sujets ont été abordés dans cet entretien avec *Ifattoquotidiano.it*, de la guerre en Ukraine et de Gaza aux dépenses d'armement, à la répression de la dissidence et des manifestations universitaires, avec pour fil conducteur le rôle joué dans ces conflits par les conglomérats industriels et financiers internationaux dans le contexte de la crise des équilibres de la domination capitaliste.

IFQ :Vous mentionnez souvent dans vos livres que le capitalisme, en raison de sa dynamique interne, produit inévitablement des crises. Le taux de profit chute jusqu'à ce que quelque chose intervienne pour le faire remonter. Après 2008, cependant, la stagnation semble être devenue chronique. Est-il possible qu'à ce stade, même les dépenses militaires soient utilisées pour soutenir le taux de profit ? Après tout, Reagan l'a fait aussi avec sa guerre des étoiles dans les années 1980...

W. I. Robinson : Oui, c'est effectivement ce qui se produit. Dans le passé, nous avons l'habitude de qualifier de *keynésianisme militaire* les dépenses publiques d'armement utilisées pour sortir l'économie de la stagnation. Cette politique a joué un rôle important dans le maintien de taux de croissance élevés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, puis dans le sillage de la crise des années 1970 et de la grave récession du début des années 1980, lorsque Reagan a lancé ce que l'on a appelé la "guerre des étoiles". Cependant, ce à quoi nous avons assisté au cours des dernières décennies est quelque chose de beaucoup plus profond et de plus radical.

C'est ce que j'appelle l'*accumulation militarisée* et l'*accumulation par la répression*. Il s'agit d'une militarisation beaucoup plus prononcée de l'économie et de la société. Une tendance qui a pris de l'ampleur après le 11 septembre 2001. Depuis lors, nous vivons pratiquement dans une économie de guerre mondiale permanente. L'accumulation dont je parle concerne la manière dont la classe capitaliste transnationale, soutenue par les principaux États capitalistes, s'appuie de plus en plus sur l'investissement dans des systèmes transnationaux de contrôle social, de répression et de guerre pour continuer à réaliser des profits, dans un contexte de stagnation chronique et de baisse progressive du taux de profit.

En termes réels, le budget du Pentagone a augmenté de 91 % entre 2001 et 2011, tandis que les profits des industries d'armement ont presque quadruplé. En outre, dans le sillage de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et de la réaction de l'Occident, les dépenses militaires ont encore augmenté. Non seulement en Occident, mais partout dans le monde, de la Chine à l'Inde, en passant par le Moyen-Orient et le Mexique. Bien sûr, des facteurs géopolitiques sont également en jeu, mais nous devons examiner comment ces accumulations sont motivées par la nécessité de soutenir l'accumulation mondiale.

Les dépenses de l'État en matière de défense, de renseignement et de sécurité nationale ne représentent qu'une partie de l'histoire. Nous assistons à une fusion de l'accumulation privée et de la militarisation pilotée par l'État. Les sociétés militaires et de sécurité privées sont de grosses entreprises. Il y a aujourd'hui 15 millions de soldats – mercenaires – dans le monde qui travaillent pour des dizaines d'entreprises privées. Les plus connues sont le groupe russe Wagner ou la société états-unienne Academi, anciennement connue sous le nom de Blackwater. La plus importante est la société britannique G4S. Il y a 20 millions de policiers privés dans le monde et dans la moitié des pays de la planète, le nombre de policiers privés dépasse le nombre de policiers relevant du secteur public. Il n'y a pas que les militaires et les entreprises de sécurité. Les géants de la technologie et de la finance transnationale sont pleinement intégrés dans ces circuits. Le marché dit des “systèmes anti-émeutes” représente 500 milliards de dollars. Le fait que les troubles civils augmentent partout dans le monde en raison d'inégalités effroyables est donc une très bonne nouvelle pour toutes ces entreprises.

IFQ : Parlez-vous uniquement de guerres traditionnelles ou d'autre chose ?

W. I. Robinson : Je parle de toutes sortes de guerres. Comme les fausses guerres contre la drogue ou le terrorisme, la persécution des migrants et les systèmes de déportation, la construction de murs d'endiguement aux frontières, l'expansion des complexes carcero-industriels et de détention des immigrés. Ou encore, l'expansion considérable de la police, la généralisation de la reconnaissance faciale et d'autres systèmes de surveillance. Tout cela, et bien d'autres choses encore, est une source de profits énormes et contribue à compenser le manque d'opportunités d'investissement dans d'autres secteurs. La guerre et la répression deviennent d'importants débouchés pour écouler du capital excédentaire accumulé. Cela donne au capitalisme mondial une tendance inhérente à la guerre, au conflit civil et au conflit politique.

La guerre en Ukraine est une tragédie pour les Ukrainiens, les Russes et les peuples du monde. Mais c'est aussi une formidable opportunité pour les circuits d'accumulation transnationaux des entreprises multinationales. Il n'est pas étonnant qu'un consultant d'entreprises militaires états-uniennes ait déclaré, peu après l'invasion russe, que « les jours heureux sont de retour ». Faut-il s'étonner qu'au début du génocide israélien à Gaza, un cadre de Goldman Sachs ait déclaré : « ce qui se passe est bon pour notre portefeuille » ? En outre, le déploiement des forces publique et privée crée des espaces pour que d'autres secteurs du capital transnational accaparent des ressources.

Par exemple, tous ces déploiements militaires, paramilitaires et multinationaux dans l'est du Congo ont été utilisés comme levier pour diviser la région et permettre le pillage de ses vastes ressources minérales. N'oublions pas une dernière chose. Tout d'abord, il y a d'énormes profits à tirer des guerres, et ensuite, des profits encore plus gigantesques du business de la reconstruction. Nous avons donc des cycles de destruction et de reconstruction sans fin. En bref, nous avons atteint un point où la génération de conflits et la répression des mouvements sociaux et des populations vulnérables dans le monde entier sont devenues une stratégie d'enrichissement, indépendamment des objectifs politiques.

IFQ : Que pensez-vous plus précisément du rôle joué par les États-Unis en Ukraine et dans la relation compliquée avec la Chine ?
W. I. Robinson : Bien sûr, je condamne sans la moindre hésitation l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Et je ne pense pas que la Chine étende son influence planétaire à des fins bienveillantes. Elle le fait parce que, bien qu'elle se prétende socialiste, elle devient une puissance mondiale capitaliste avec des attitudes expansives et des intérêts économiques et politiques gigantesques qu'elle est de plus en plus déterminée à faire

valoir. Rappelons toutefois qu'il ne faut pas confondre l'explication que l'on donne des événements avec les positions politiques que l'on prend face à ces événements. Le traité de Versailles, qui a mis fin à la Première Guerre mondiale, a fixé des conditions incroyablement onéreuses pour l'Allemagne, qui ont finalement créé les conditions qui ont facilité la montée du nazisme. Il s'agit d'une explication analytique qui ne signifie en aucun cas que nous justifions le fascisme et le nazisme.

De même, l'expansion de l'OTAN dirigée par les États-Unis juste à la porte de la Russie, son rejet de la tentative de Moscou de forger une alliance avec l'OTAN et l'Occident, ont généré un climat qui a poussé la Russie à envahir l'Ukraine. Un rapport publié en 2019 par le centre d'études de la Rand Corporation expliquait très clairement comment l'objectif des États-Unis était de provoquer la Russie. Ce rapport indiquait que Washington prendrait des mesures « qui n'auraient ni la défense ni la dissuasion comme objectif principal ». L'étude expliquait que « ces mesures sont conçues comme des éléments d'une campagne visant à déséquilibrer l'adversaire, poussant la Russie à rivaliser dans des domaines ou des régions où les États-Unis ont un avantage et obligeant ainsi Moscou à déployer des efforts militaires et économiques excessifs ».

Soyons clairs : un génocide est en cours à Gaza et ce n'est pas la Chine ou la Russie qui le sponsorise. Ce sont les États-Unis, ainsi que l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Union européenne. En outre, en Occident, les complexes militaro-industriel, de renseignement et de sécurité intérieure impliquent des entreprises privées qui font pression sur les États pour qu'ils augmentent leurs budgets et tirent ainsi d'énormes profits des guerres et de la répression. Les industries militaires russes et chinoises sont, pour la plupart, détenues par l'État et, bien qu'elles aient des objectifs politiques et militaires stratégiques, elles n'ont pas pour but premier de générer des profits pour des partenaires privés. Ces États sont donc moins intéressés par le déclenchement de conflits internationaux pour des raisons économiques. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne la Chine. Cela ne signifie en aucun cas que nous devrions soutenir et approuver les actions des gouvernements russe ou chinois. Ce sont des gouvernements répressifs et autoritaires qui ne représentent pas les intérêts des classes travailleuses sur leur territoire et dans le monde entier.

IFQ : Vous soulignez l'existence d'une classe financière transnationale et le fait que les classes dirigeantes des différents pays ne sont pas en concurrence les unes avec les autres mais ont pour objectif commun d'exploiter au maximum les biens collectifs. Pour ce faire, elles influencent les choix de leurs gouvernements respectifs. Comment concilier cela avec la multiplication des conflits entre États ?

W. I. Robinson : Au cours du dernier demi-siècle de mondialisation capitaliste, un système de production, de finance et de services intégré à l'échelle mondiale a vu le jour, auquel participent des investisseurs du monde entier. À mesure que les entreprises nationales se sont internationalisées, un réseau très dense d'investissements et de participations croisées s'est créé, principalement par l'intermédiaire du système financier mondial. Par exemple, environ 40 % des actions des entreprises "états-uniennes" sont aujourd'hui détenues par des investisseurs étrangers. L'existence d'une classe capitaliste transnationale est flagrante. Mon collègue Peter Phillips a montré que 17 conglomérats financiers mondiaux seulement gèrent ensemble 41 100 milliards de dollars, soit plus de la moitié du PIB de la planète entière. Ces conglomérats sont eux-mêmes tellement interconnectés qu'il est presque impossible de les séparer en entités distinctes. Ensemble, ils forment une toile qui enveloppe le monde entier. Aucun pays ne peut s'extirper de ce réseau et aucun pays, aussi puissant soit-il, ne peut contrôler le processus d'accumulation mondiale.

Mais la politique et l'économie sont aujourd'hui désynchronisées. Au coeur de la crise du capitalisme mondial se trouve une *contradiction fondamentale* entre une économie mondialement intégrée et un système d'autorité politique encore basé sur les États-nations. Chaque État est donc confronté à cette contradiction. D'une part, il doit attirer les capitaux sur son territoire, en concurrence avec d'autres États. Mais il doit aussi garantir la croissance et le bien-être et donc acquérir une légitimité politique à l'intérieur de ses frontières. Il y a donc un contraste entre la fonction d'accumulation et la fonction de légitimation de chaque État.

La mondialisation capitaliste est fondamentalement une guerre contre les classes ouvrières et populaires. Les inégalités dans le monde ont atteint des niveaux stupéfiants. Selon Oxfam, seul 1 % de l'humanité contrôle environ 52 % de la richesse mondiale et 20 % contrôlent 95 % de cette richesse, de sorte que 80 % de l'humanité doit se contenter de 5 %. Des milliards de personnes luttent quotidiennement pour leur simple survie.

L'insécurité généralisée et l'anxiété sociale sont omniprésentes. Dans ces conditions, les États sont confrontés à des crises de légitimité et tentent désespérément de préserver l'ordre social interne. Ils y parviennent en partie en externalisant les tensions, soit sur des groupes identifiés comme boucs émissaires, par exemple les musulmans en Inde, les immigrés latino-américains aux États-Unis ou les immigrés africains et moyen-orientaux en Europe, soit en les reportant sur d'autres États. Le gouvernement américain a fait de la Russie et de la Chine des boucs émissaires responsables de la crise sociale et économique. C'est un vieux truc.

La mondialisation et l'intégration transnationale du capital donnent une impulsion centripète au capitalisme mondial, tandis que la fragmentation politique génère une action centrifuge qui se traduit par une escalade des conflits géopolitiques et l'effondrement de l'ordre international qui a émergé après la Seconde Guerre mondiale. Si le capitalisme mondial est un espace politique hétérogène, l'État-nation sert le capital transnational comme un lieu central d'organisation du pouvoir, un espace à piller au profit de la classe capitaliste transnationale, un réservoir de ressources, de main-d'oeuvre exploitable et de marchés. La crise aggrave la concurrence entre le modèle occidental de capitalisme néolibéral, auquel les gestionnaires des États dans les pays du noyau traditionnel sont liés pour les avantages qu'ils en retirent dans la concurrence interétatique, et le modèle chinois de capitalisme d'État. Cela explique, du moins en partie, la croissance du conflit géopolitique entre les États-Unis et la Chine.

IFQ : Vous dites que l'hégémonie américaine a servi à ouvrir autant de marchés que possible au capital transnational. Aujourd'hui, cette hégémonie se réduit. Quelles en sont les conséquences ?

W. I. Robinson : À mesure que l'hégémonie des États-Unis diminue, les conflits géopolitiques s'intensifient. Et parallèlement, les frictions entre les États et le capital transnational augmentent. Comme je l'ai déjà mentionné, les États sont poussés à recourir au nationalisme et au protectionnisme pour protéger l'ordre social national des effets déstabilisants de l'accumulation effrénée de capitaux transnationaux. Mais attention, il ne s'agit pas du protectionnisme tel qu'ils le connaissaient. Il ne s'agit pas d'écarter les capitaux "étrangers" et de protéger les capitaux "nationaux", comme cherchait à le faire le protectionnisme d'avant la mondialisation. Il s'agit au contraire d'un protectionnisme qui prévoit des droits de douane, des subventions et d'autres incitations pour attirer les investissements transnationaux à l'intérieur de ses frontières. Les capitalistes transnationaux ne sont pas favorables à ces politiques. Ils veulent une économie mondiale ouverte et libérée de toute forme d'ingérence de

l'État qui pourrait nuire à leurs stratégies d'accumulation mondiale. La classe capitaliste transnationale a donc fait campagne contre le Brexit en 2019, s'est opposée aux tarifs douaniers de Trump et n'est pas satisfaite du contrôle du capital exercé par l'État chinois. Les États-Unis perdent leur capacité à contrôler le processus d'accumulation mondiale à mesure que la mondialisation progresse. La position des États-Unis en tant que puissance hégémonique du capitalisme mondial s'érode rapidement et, avec elle, la capacité de l'État états-unien à agir sur ces processus. L'interventionnisme états-unien au niveau mondial au cours des dernières décennies, que certains appellent à tort le "nouvel impérialisme", a été, du moins en partie, une tentative désespérée et vaine des décideurs politiques états-uniens de retrouver la capacité de réguler le capitalisme mondial.

La fin de la domination occidentale sur le capitalisme mondial est proche, car le centre de gravité de l'économie mondiale se déplace vers la Chine. Toutefois, la Chine ne deviendra pas une nouvelle puissance hégémonique. Avec le déclin des États-Unis, nous nous dirigeons vers un système mondial multipolaire ou polycentrique au sein d'une économie mondiale intégrée unique qui fera apparaître plusieurs centres d'accumulation transnationale intense qui se chevauchent. Outre le bloc de libre-échange nord-américain, on trouvera l'Union européenne et les régions asiatiques sino-centrées. Ces régions sont intégrées les unes aux autres. Elles sont traversées par la classe capitaliste transnationale. Aucune économie nationale ou régionale ne peut plus survivre en dehors de son intégration dans l'économie mondiale plus large.

IFQ : Vous êtes également un grand spécialiste de l'Amérique latine. Que pensez-vous de ce qui se passe en Argentine avec le gouvernement Milei ?

W. I. Robinson : Le rapport de force entre les différentes classes en Argentine est dans l'impasse depuis un certain temps, et la crise économique est particulièrement aiguë. Milei vise à sortir de cette impasse par une attaque en règle contre la classe ouvrière. Au cours des trois dernières décennies, l'Argentine s'est intégrée dans les circuits d'accumulation du capital mondial, en particulier avec l'expansion des exportations agro-industrielles. La lutte entre les groupes dominants en Argentine, à l'instar de l'ensemble de l'Amérique latine, porte sur l'accès aux revenus générés par la taxation des exportations et la redistribution des recettes publiques. Le péronisme a encore la mainmise sur une grande partie de la classe ouvrière, mais il a perdu de son influence et de son prestige au fur et à mesure que la situation économique s'aggravait. Le taux d'inflation est l'un des plus élevés au monde. La pauvreté et les inégalités se sont aggravées.

L'État argentin, qu'il soit dirigé par les péronistes ou l'extrême droite, est confronté à une très grave crise de légitimité. Ce phénomène se produit un peu partout dans le monde. La gauche et la droite traditionnelles ont perdu de leur influence, ce qui a ouvert l'espace aux populistes autoritaires d'extrême droite, aux marges desquels se trouvent de véritables fascistes. Trump, Bolsonaro et Milei, entre autres, représentent cette nouvelle engeance, très charismatique à sa manière perverse. Ce sont des experts des médias sociaux, capables de manipuler la méfiance des masses à l'égard de la classe politique corrompue et leur désaffection pour le système politique. Malgré leur rhétorique populiste, ils obéissent aux ordres du capital transnational sans se soucier des formes traditionnelles de légitimation.

En Argentine, cependant, Milei est confronté à une classe ouvrière qui reste bien organisée. Deux grèves massives réunissant des millions de personnes l'ont contraint à abandonner, du moins pour le moment, certains de ses projets de privatisation et de démantèlement de l'État. Milei symbolise le désir du capital transnational de s'affranchir totalement de tout contrôle de l'État, de se libérer de tout engagement réciproque envers la société et d'exploiter la main-d'œuvre et les ressources sans avoir à rendre de comptes.

IFQ : Comment ce qui se passe à Gaza s'inscrit-il dans le scénario que vous avez décrit

jusqu'à présent ?

W. I. Robinson : La restructuration capitaliste mondiale du dernier demi-siècle a entraîné une immense vague d'“expulsions” dans le monde entier. Des centaines de millions de personnes ont été déplacées des campagnes de l'ancien tiers monde et de la désindustrialisation de l'ancien premier monde. Le surplus de main-d'oeuvre, de ceux qui sont structurellement marginalisés et relégués aux périphéries, s'élève aujourd'hui à des milliards d'individus. Certains des déplacés et des expulsés deviennent des migrants transnationaux. Ils se retrouvent dans les zones mortes de la frontière entre les États-Unis et le Mexique ou dans la Méditerranée, tentant d'atteindre des zones plus prospères de l'économie mondiale. Et il n'y a pas de symbole plus puissant et plus tragique du destin de l'humanité excédentaire que le génocide perpétré par Israël contre les Palestiniens.

Le prolétariat palestinien, en particulier à Gaza, constitue un “surplus d'humanité” qui entrave non seulement le projet colonial sioniste, mais aussi l'expansion capitaliste mondiale au Moyen-Orient. Le gendre de Donald Trump, Jared Kushner, a ouvertement parlé de la confiscation de biens importants sur la plage de Gaza. Il n'est pas le seul. Israël et l'Arabie saoudite devaient normaliser leurs relations juste avant l'attaque du Hamas du 7 octobre. Cette normalisation devait ouvrir la voie à l'entrée massive d'entreprises transnationales et d'investissements financiers dans la région. L'attaque du Hamas a temporairement interrompu ces projets.

Un soulèvement mondial est en cours à la suite de l'effondrement financier mondial de 2008. Une désaffection de masse couve sous les surfaces de partout. Les classes dirigeantes craignent les révoltes de masse. Le danger est que la criminalisation de la solidarité avec la Palestine devienne une répétition générale d'une répression de masse. Les lignes de bataille tracées concernant le génocide reflètent les lignes de bataille mondiales. Gaza deviendra-t-elle un modèle quant à la manière dont les classes dirigeantes géreront l'humanité excédentaire ? Ou bien les luttes populaires d'en bas réussiront-elle à repousser la menace du fascisme ? L'“option Gaza” est un signal d'alarme qui montre que le génocide peut devenir un outil politique pour résoudre le “problème” de cette humanité excédentaire.

IFQ : Vous enseignez aux États-Unis, que se passe-t-il réellement dans les universités ? N'est-il pas incroyable que des universités demandent l'intervention de la police ? Est-il vrai qu'il y a aussi de l'antisémitisme dans les manifestations ?

W. I. Robinson : Il semble que sur les campus universitaires américains, la Constitution ait été suspendue. J'ai des collègues qui ont été suspendus simplement pour avoir dénoncé un génocide sur les médias sociaux ou pour avoir signé une pétition. Israël a beau contrôler le champ de bataille militaire, il est en passe de perdre la bataille politique aux États-Unis. Les universités ont été le point de départ de la solidarité avec la Palestine et les étudiants ont pris l'initiative. Mais ce n'est pas tout.

Nous assistons à la montée en puissance de l'université autoritaire. Nos établissements universitaires sont de plus en plus une extension de l'État capitaliste. Les entreprises soustraient la recherche et le développement aux universités. Les entreprises pharmaceutiques, par exemple, financent la recherche dans les départements de chimie et de biologie, les grandes entreprises technologiques financent les programmes d'informatique et d'ingénierie informatique, et les entreprises militaro-industrielles financent les départements d'ingénierie et de physique. En outre, l'appareil militaire et de sécurité du gouvernement américain est de plus en plus présent dans les universités de recherche. Il existe un lien avec l'accumulation militarisée que j'ai mentionnée précédemment.

Au cours des quatre dernières décennies de néolibéralisme, nos universités publiques ont été déficitaires. La principale source de financement provient désormais des frais de scolarité, qui ont explosé, ainsi que des donateurs, individus ou entreprises. En outre, Israël lui-même a fait don de 375 millions de dollars en dotations universitaires. Ces dotations sont utilisées par des entreprises militaires, industrielles, technologiques et financières qui bénéficient de l'occupation des terres palestiniennes. Par exemple, le PDG de Palantir, Alex Karp, a récemment déclaré : « Si nous perdons la bataille intellectuelle, nous ne pourrons jamais déployer d'armée en Occident ». Palantir est une entreprise technologique qui pèse plusieurs milliards de dollars. En janvier de cette année, elle a signé un partenariat stratégique avec le ministère israélien de la défense pour fournir des technologies aux forces de défense israéliennes. Palantir fait des dons aux meilleures universités de recherche, dont la miennne, l'université de Californie, où les étudiants ont protesté contre le génocide.

Les campements d'étudiants visent à faire pression sur les universités pour qu'elles désinvestissent les entreprises qui font des affaires avec Israël et réalisent des profits grâce à l'occupation et au génocide. Il est vraiment déplorable, vraiment criminel, que les administrations universitaires aient militarisé les campus et fait appel à la police. Mais une fois que l'on voit le lien entre l'université-entreprise et la répression des Palestiniens, les raisons deviennent plus claires.

L'antisémitisme est historiquement compris comme la discrimination, la haine et les préjugés à l'encontre des Juifs. Ce n'est pas le cas dans les manifestations sur les campus universitaires. En fait, les juifs américains, jeunes et vieux, sont au premier rang de cette mobilisation pour la défense de la vie des Palestiniens. Israël a cherché à modifier la définition de l'antisémitisme pour y inclure la critique du racisme et de l'apartheid israéliens. Le gouvernement américain, principal sponsor d'Israël, a adopté cette définition pour lutter contre l'opposition croissante à sa politique. Il est ironique de constater que les véritables antisémites sont les membres de l'extrême droite américaine, qui soutiennent également le sionisme. Le rassemblement fasciste "Unite the Right" (Unissons la droite) qui s'était déroulé en Virginie en 2017 avait scandé « *Nous ne laisserons pas les Juifs nous remplacer* ». Cette même droite fasciste soutient pleinement Israël. Il est incroyablement ironique de voir ces éléments d'extrême droite brandir la croix gammée nazie tout en brandissant des drapeaux israéliens et en proclamant leur admiration pour les forces de défense israéliennes.

Traduction rapide : JF (26 mai 2024)